

DE L'EMPIRE FRANÇAIS

du printemps. Il attise les souvenirs

Le prisonnier ayant été arrêté sur le sol tunisien, il était tout à fait naturel que nous le remettions aux autorités locales. Après tout, nous n'étions que leurs hôtes.

C'est Abdelhafid Boussof, ministre des Renseignements et Liaisons générales, accompagné de Lakhdar Ben Tobbal, ministre de l'Intérieur, autrement dit, deux des trois «B», en chair et en âme, qui sont venus exiger de nous que nous leur remettions le détenu. Après avoir tergiversé, nous avons fini par céder.

Cette crise a considérablement envenimé les rapports entre les deux institutions. Au point de nous amener à une démission collective, ou plutôt un retrait tactique, déguisé, puisque avant de partir, nous avons désigné des hommes de confiance pour garder la maison. En effet, nous avions confié les clés aux responsables de la zone nord dirigée par le capitaine Ben Salem, assisté des lieutenants Abdelghani, devenu plus tard Premier ministre, Abdelkader Chabou devenu responsable de l'ANP, sous Boumediène, et Chadli Bendjedid, le futur président de la République. Il y avait également les gars de la zone sud avec Salah Soufi, futur membre démissionnaire du Conseil de la Révolution issu du coup d'Etat de juin 1965, Saïd Abid, lui aussi membre mais qui est mort mystérieusement à la suite de la tentative de prise du pouvoir par le colonel Tahar Zbiri. Je citerai, également, les membres du bureau technique avec les capitaines Zerguini et Boutella et le lieutenant Slimane Hoffman.

Quant à nous, nous nous sommes rendus à l'étranger. Ali Mendjeli et Kaïd Ahmed, au Maroc tandis que Boumediène et moi nous avons été en Allemagne afin de rencontrer, les organisations militantes de la fédération de France et plaider notre point de vue dans ce qui nous opposait aux politiques du GPRA.

En fait, j'avoue que je n'étais pas chaud pour tout cela. Ce qui avait commencé comme une question de protocole et de préséance institutionnelle allait un peu trop loin à mon sens. Cela devenait de l'insubordination vu que nous contestions l'autorité même du GPRA, autorité qu'il tenait du CNRA, c'est-à-dire l'organe suprême de direction de la Révolution dans lequel nous siégeons en tant que membres.

C'est ainsi que j'ai pris la parole devant mes pairs lors de cette session du CNRA d'août 1961, pour les informer de ma décision de demander l'autorisation au Président qui sera issu de la réunion du CNRA de rentrer en Algérie. J'ai donc quitté Tripoli pour me rendre à Tunis où j'ai été reçu peu après par le nouveau président du GPRA qui succédait à Ferhat Abbas : notre deuxième Président de l'histoire : le Président Benyoucef Ben Khedda.

C'est lui qui m'a autorisé et m'a chargé de la mission avec ordre écrit de réorganiser la Wilaya IV. Et je peux attester qu'il n'y avait aucune arrière-pensée quant à une manœuvre quelconque ou une supposée stratégie visant à court-circuiter une institution au profit d'une autre.

Dès qu'on est descendus à Alger, et dès que Si Mohamed Berrouaghia nous a présenté les militants qui activaient dans la capitale, nous avons commencé à organiser la deuxième ZAA.

Aux termes des accords d'Evian, les troupes de l'ALN devaient rester dans les cantonnements qui étaient les leurs au 19 mars à 12 heures. Mais comme nous étions rentrés clandestinement, nous avions fini progressivement par mettre les Français devant le fait accompli et devenir incontournables. Ils ont été dans l'obligation, non seulement de nous accepter, contraints et forcés par notre action contre l'OAS, l'organisation de la cité, l'adhésion du peuple d'Alger à nos initiatives dans tous les domaines, de travailler avec nous,

Quand les gars du Rocher-Noir, autrement dit l'Exécutif provisoire, sont arrivés ils savaient qu'il y avait une institution qui s'appelait la Zone autonome d'Alger. Les noms des officiels de l'exécutif sous la direction d'Abderrahmane Farès avaient été annoncés le 29 mars 1962, et ils n'ont tenu leur première réunion officielle que le 13 avril. Mais nous, nous étions déjà sur le terrain et ils savaient que nous nous trouvions depuis un laps de temps déjà dans la capitale. Une Zone autonome qui avait l'accord du GPRA qui agissait, qui envoyait ses rapports d'activité au GPRA chaque semaine. Et donc vis-à-vis des autorités françaises, il y avait une organisation. Entre nous soit dit, ça arrangeait le pouvoir colonial et il ne faut pas perdre de vue que l'OAS menaçait ce pouvoir et son autorité. Une autorité décatie certes, mais autorité quand même.

La partie française avait bataillé ferme pour préserver les intérêts des Européens. Sans doute pensait-on, d'un côté comme de

Mais je profite une fois encore de l'occasion qui m'est offerte pour rappeler, et pour la énième fois, que le sinistre slogan «la valise ou le cercueil» est une invention des ultras de l'OAS, qui ont voulu le mettre sur notre compte. Avec les crimes commis par l'OAS contre la population algérienne, le fossé qui s'était creusé par près de huit ans de guerre était déjà profond et assez large. Il s'est creusé davantage.

l'autre de la table des pourparlers, que l'annonce de la fin des hostilités allait calmer la situation en attendant la phase finale du processus de libération qui était le référendum d'autodétermination.

Malheureusement, ce fut le scénario inverse qui se produisit. Les ultras qui ont de tous temps été très actifs en Algérie sous des appellations différentes, ont entraîné dans le sillage de la violence toute une population remontée à bloc contre les Algériens bien-sûr mais aussi contre Paris qu'on accusait de bradage de la colonie.

Imaginez une population totalement désarmée, épuisée par un des plus longs conflits de l'histoire de la décolonisation, caractérisé par une violence inouïe, qui devait faire face à l'hystérie meurtrière des séides d'une armée que la presse appelait des «desperados», comme pour justifier leur folie.

Ainsi nous avons connu la journée des fatmas, la journée des pompistes, la journée des pharmaciens, la journée des marchands de quatre saisons, quel cynisme ! Et puis ce terrible attentat contre les dockers et qui a emporté 72 d'entre eux dont le seul crime était de chercher du travail pour nourrir les leurs. Ils ont bombardé la place du Gouvernement au mortier, ils ont essayé d'incendier La Casbah, ils ont menacé de brûler toute la capitale.

Si leurs projets n'ont pas abouti, c'est grâce à la vigilance de toute la population algéroise et aux militants de la zone qui étaient là et qui étaient mobilisés.

Les institutions républicaines françaises étaient noyautées par les éléments de l'OAS et leurs sympathisants. Il a fallu du temps pour nettoyer tout ça. Un travail patient qui a été effectué par la Zone autonome. Nous informions l'exécutif au Rocher-Noir, ou alors, Vitalis Cross qui était préfet igame d'Alger.

Nous faisions un travail sur le terrain où nous collections des informations sur les éléments appartenant à l'OAS. Renseignements que nous communiquions aux responsables au niveau du Rocher-Noir ou de la préfecture. On informait la gendarmerie fidèle au pouvoir colonial, comme le capitaine Lacoste. De notre côté, nous agissions dans l'ombre. Nous ne pouvions pas interve-

nir directement au risque de constituer, à leurs yeux, une violation des accords.

Nous mettions donc à la disposition de ceux qui étaient censés maintenir l'ordre. Mais ce n'était pas toujours le cas. Ce laxisme à l'égard des tueurs de l'OAS a amené la population algérienne de la ville à vouloir descendre sur les quartiers européens pour se faire justice elle-même. Nous avons été contraints et forcés par l'inaction des services concernés à prendre nos responsabilités et nous avons déclenché le 14 mai, une opération simultanée sur tout le territoire de la Zone autonome d'Alger. Nous avons visé les postes de commandement OAS d'où ils prenaient leurs ordres, les cafés, les bars, les restaurants où ils se réunissaient et nous avons frappé fort. Très fort.

Le lendemain, nous avons donné une conférence de presse dans laquelle nous avons revendiqué l'action et expliqué les raisons de notre opération. A Genève, M'Hamed Yazid, notre ministre de l'Information,

dégageait la responsabilité du FLN, tout comme, d'ailleurs l'exécutif provisoire du Rocher-Noir. Tout cela faisait un peu cacophonie mais nous nous sommes tenus à notre position.

Dans les ports et les aéroports, nous assistions au départ massif des Européens avec inquiétude. Nous nous disions que ces gens qui partaient occupaient les postes vitaux de l'économie, de l'administration, des services. Ils détenaient le savoir-faire pour faire fonctionner le pays. Saurons-nous être à la hauteur, techniquement s'entend, pour prendre en main les leviers de la machine. Comment faire couler l'eau dans les robinets, comment marchent les centrales électriques et les centraux téléphoniques.

Les hôpitaux ! Qui allait gérer et administrer le trafic portuaire et aéroportuaire ? Et par-dessus tout, comment allons-nous répondre aux exigences de la rentrée scolaire 1962-1963 ? Qui va enseigner si tous les enseignants s'en vont ? Les Algériens, avec beaucoup de courage, ont répondu et ont apaisé mais en partie seulement je dois le dire, nos angoisses comme le montrera la suite des événements.

Mais je profite une fois encore de l'occasion qui m'est offerte pour rappeler, et pour la énième fois, que le sinistre slogan «la valise ou le cercueil» est une invention des ultras de l'OAS, qui ont voulu le mettre sur notre compte.

Avec les crimes commis par l'OAS contre la population algérienne, le fossé qui s'était creusé par près de huit ans de guerre était déjà profond et assez large. Il s'est creusé davantage. Je peux dire aujourd'hui que c'est l'OAS qui a poussé la population européenne à une sorte de suicide collectif. Nous ne les avons pas menacés. Ils sont partis dans la précipitation. Se sentaient-ils responsables des crimes commis par d'autres ? Ceux qui avaient la conscience tranquille sont restés.

Je reconnais qu'il y a eu des abus, des règlements de comptes. Il s'agissait du conflit parmi les plus violents du 20^e siècle avec une charge historique, culturelle «civilisationnelle», religieuse, amplifiée par l'injustice colonialiste car il n'y a rien sur cette terre

de plus injuste que le colonialisme quoi qu'en pensent les nouveaux croisés qui lui trouvent des vertus émancipatrices.

Le colonialisme, c'est la négation de l'homme, c'est son avilissement, son ravale-ment au niveau de la bête. Rien dans l'histoire de l'homme, pas même l'esclavage des temps antiques, n'a souillé l'œuvre de l'humanité autant que le colonialisme ! Comme a dit quelqu'un dont le nom ne me revient pas, «le colonialisme c'est la sous-hommisation des nations».

A Tripoli en Libye, pour ce qui est du Congrès lui-même, Omar Oussedik et moi avons bien sûr reçu les convocations pour y participer. Nous ne nous y sommes pas rendus. Nous leur avons envoyé une lettre dans laquelle nous leur avions rappelé que le Congrès qui a vu naître le CNRA en août 1956, s'était déroulé en Algérie à la Soummam et qui plus est, en temps de guerre. Pourquoi donc ce congrès ne se déroulerait-il pas en Algérie d'autant plus que le cessez-le feu avait été proclamé sur tout le territoire ? Nous aurions pu assurer le bon déroulement de la rencontre sans encombre si cela avait été le vœu de la direction. Nous n'avons jamais eu de réponse. Le congrès s'est tenu à Tripoli, tout le monde connaît la suite.

En juin, nous avons commencé à recevoir les responsables du GPRA. On a reçu Krim Belkacem, Boudiaf, Aït Ahmed, Mohammedi Saïd et plusieurs autres hauts responsables. Ils sont venus, nous les avons accueillis. Mais nous avons pris garde de ne pas nous engager avec les uns ou les autres. La ZAA a observé une neutralité stricte.

Pour nous, il n'y avait qu'une seule autorité, c'étaient le CNRA et son exécutif le GPRA. Toute autre personne qui se prévaudrait d'une quelconque responsabilité, alors qu'elle n'est pas dûment mandatée par l'une ou l'autre des ces institutions, relèverait de l'imposture.

Durant toute la durée de la guerre, il y avait une entente entre les wilayates de la Wilaya I jusqu'à la Wilaya VI. Nous nous entendions parfaitement puisque notre seul objectif était l'indépendance de l'Algérie. Il y avait des mutations d'officiers, de combattants, d'une wilaya à une autre. Dans le domaine de la logistique, il y avait des échanges considérables de rations alimentaires entre les différentes structures. Nous pouvions opérer sur le territoire d'une autre wilaya. Y tendre des embuscades, mener des batailles, parfois. Il y avait une entente et une solidarité dans l'action.

C'est à partir de la crise sourde encore inexprimée, née à Tunis entre l'Etat-major et le GPRA, crise qui a éclaté en plein jour à Tripoli lors du dernier CNRA, que les choses sont parties en vrille. Des responsables guidés par leurs ambitions l'ont importée et elle s'est propagée à travers l'Algérie pour infester l'ensemble des structures politiques et militaires. La ZAA et la fédération de France demeuraient, de leur côté, loyales au GPRA.

C'est ce virus de la discorde qui a ensuite infesté. «On» appela «ça» l'«affaire des wilayas». Je m'inscris en faux contre cette terminologie. Les wilayas ont été les instruments de luttes externes.

Pour ma part, je peux assurer l'opinion que la Zone autonome s'est battue tout comme sa population. Nous avons livré la capitale libérée de l'OAS au GPRA lorsqu'il est arrivé.

La Zone contrôlait la situation. Jusqu'au 27 juillet 1962. A cette date, l'indépendance avait été proclamée et l'Etat colonisateur avait reconnu la République algérienne. A cette date, il ne restait plus rien à libérer.

Je suis fier de dire aujourd'hui que nous n'avons pas tiré un seul coup de feu contre les combattants de la Wilaya IV que j'ai servi et où j'avais été blessé treize fois.

Cdt. A.